



Bulletin de l'École Émancipée de Loire-Atlantique

n°11

septembre

2007

1 €



Édito

Sur injonction présidentielle, le MEDEF et les confédérations représentatives ont entamé un processus de négociation sur le Contrat de travail qui « doit » aboutir avant fin décembre au « Contrat unique » et à la fusion ANPE-Unedic. Le 1er octobre s'ouvre la première conférence sur la Fonction Publique, alors que les milliers de suppression de postes sont décidées et que la Révision Générale des Politiques Publiques se met en œuvre. Rocard et Pochard préparent leur Livre Vert sur la « revalorisation du métier d'enseignant ». Le Grenelle de l'environnement commence enfin à tousser.

Le 29 septembre sur la franchise médicale, le 18 octobre les cheminots sur les régimes spéciaux, une date qui se cherche encore dans la fonction publique, ainsi au moment où ces lignes sont écrites, les syndicats, le mouvement social peinent à trouver la bonne distance face à un Président qui occupe quotidiennement tous les terrains... Exception notable, RESF et les luttes aux côtés des sans-papiers : pendant toutes les vacances, et aujourd'hui face aux injonctions du ministre aux préfets,

RESF mais aussi les comités de soutien démontrent qu'il est possible de mobiliser, de se battre et même de gagner.

Le syndicalisme est trop longtemps resté tétanisé, incapable de se faire entendre face à un Président qui monopolise des médias complaisants. Le fond de cette « impuissance » réside sans doute en partie dans l'absence d'une alternative antilibérale portée par une force crédible, dans le manque de crédit, d'une « autre réponse » aux problèmes réels ressentis par la population.



Il y a urgence à arrêter cette offensive, et la route est encore longue, les obstacles importants à lever, ne serait-ce que celui de la division syndicale, et les différences entre secteurs. Mais c'est bien à une même politique, qui d'ailleurs s'incarne de plus en plus en un seul homme, que tous les secteurs s'affrontent. Et il n'y aura pas de victoire durable secteur par secteur. En s'appuyant sur les mobilisations qui débutent, c'est à un « tous ensemble » qu'il faut œuvrer.

Suite page 2

Sommaire

- 3 Rue Jacques Paris de Bollardièrre
- 4 La rentrée des sans-papiers en Loire-Atlantique
- 4 Premier degré
- 5 À l'heure du Grenelle de l'environnement, Terrena impose des OGM dans les Pays de Loire
- 6 L'école brûle-t-elle ?
- 7 La solidarité ne doit pas devenir un délit !
- 8 Agenda

Revue trimestrielle
N°CPPAP : 1106G85704
Dépôt légal : septembre 2007
Directeur de la publication :
Benoît Bossard.
Abonnement annuel : 10 €.
Imprimeur :
FSU
8 place de la gare de l'État
case postale n°8
44276 Nantes cedex 2

Une véritable rupture d'abord qualitative

Sarkozy n'est pas la continuité dans le changement, ni l'inverse. Il représente une véritable rupture d'abord qualitative, sur le terrain politique et idéologique, plus que quantitative. Exploitant et caricaturant ce qui est vécu, par de très larges couches de la population, comme des échecs et des impuissances à combattre les effets de la mondialisation de la part de tous les gouvernements précédents, Sarkozy veut en finir avec le modèle social français issu de la Libération, qui a « échoué », et rompre avec les idéologies « égalitaristes » de 68 qui plombent, selon lui, la société française depuis au moins 50 ans. Symptomatique et écoeurant est le discours de Fadela Amara sur les « banlieues, le non à la glandouille... » salué comme un « grand moment » par le Président.

Si depuis 1983, tous les gouvernements successifs se sont inscrits dans une logique libérale et ont accepté la primauté du marché et de la concurrence comme régulation, tous ont été contraints, par les mobilisations et les freins institutionnels mis en place depuis des décennies, de tergiverser voire de reculer (comme sur le CPE). Ce qui fait que les inégalités, si elles progressent en France comme ailleurs, sont encore loin de celles qui prévalent dans ces « modèles » que sont les USA et l'Angleterre, et que les ghettos, le communautarisme n'ont pas encore atteint ici le niveau de ces pays.

C'est une des forces de la politique du Président que de caricaturer la situation française, en appuyant fort sur ses réelles carences et ses blocages pour sur-vendre un passage au modèle anglosaxon et « réduire le fardeau qui pèse sur les épaules de quelques happy fews », ses amis ! Leur problème n'est plus de faire « avec les inégalités tout en luttant contre » mais bien de les ignorer et de les renvoyer à la

responsabilité individuelle en assurant juste un service minimum.

En finir avec le modèle social français

Dire cela ne signifie pas qu'il est prêt à ignorer les rapports de forces et à passer « coûte que coûte ». Au contraire, parce qu'il sait ce qu'il veut et où il va et qu'il connaît la profondeur de l'entourloupe qu'il propose, il essaye de se donner les moyens de mettre de son côté une majorité sur chaque projet. C'est encore une fois la faiblesse d'alternative crédible et de déconstruction efficace – tant sur le fond que sur sa capacité à faire – de ses opposants qui lui permettent de jouer ainsi avec les formules, les organisations et les idées. Les attaques, y compris celles qui semblent « précipitées », n'ont qu'un objectif : maintenir sur les forces sociales une pression telle qu'elles soient obligées de « négocier » ... ou de s'opposer frontalement ! Et il sait que de cela elles ont terriblement peur.

Et pourtant, les contradictions, économiques et sociales, qui pèsent sur ses projets sont réelles. On le voit sur le pouvoir d'achat, comme sur la TVA sociale, l'opinion n'est pas dupe. On le voit avec la mauvaise surprise de la croissance qui va priver Fillon de quelques milliards attendus. L'équilibre est beaucoup plus fragile qu'il n'y paraît, et paradoxalement le gouvernement semble le comprendre plus que ses opposants.

Comme le détaille Jérôme Guillet (Le Monde 11 septembre 2007), une campagne s'organise pour démontrer que la France va très mal du point de vue de la compétition mondiale et européenne. Le déficit grandissant du commerce extérieur traduirait son incapacité à gagner des marchés en Europe même, le chômage de masse, malgré toutes les manipulations (dénoncées par ACDC), perdure, frappant prioritairement les

jeunes, les plus de 50 ans et les femmes à travers le temps partiel imposé. Les travailleurs pauvres viennent mois après mois gonfler des chiffres de la pauvreté, obligeant Martin Hirsch membre du gouvernement à s'indigner.

On peut y ajouter, ce que nous dénonçons quotidiennement, les ghettos, la ségrégation, le communautarisme qui se développe sur fond d'impuissance des services publics, eux-mêmes asphyxiés par les coupes sombres et les réformes multiples, l'école qui ne parvient pas à réduire l'échec scolaire, la violence sociale et individuelle à laquelle la prison prétend répondre...

C'est sur ce terreau habilement labouré que le « sauveur » Sarkozy peut oser « une autre politique » puisque toutes les autres ont échouées ! Les ressorts en sont connus : flexibilisation intégrale du marché du travail (heures sup ; contrat unique ; fin du carcan des 35h ; transferts des « charges patronales » vers une TVA sociale ; baisse des impôts ; dépenalisation des patrons...) et amaigrissement de l'État (RGPP ; non remplacement d'un départ sur deux ; fin des régimes « spéciaux » et tout particulièrement le premier d'entre eux celui des fonctionnaires ; remise en cause des statuts et développement des précaires...) avec en prime la remise en cause du droit de grève, la pénalisation des comportements et la répression plutôt que l'éducation.

C'est cela qu'il faut dénoncer ET combattre

Une des tâches prioritaires du syndicalisme est aujourd'hui de décortiquer minutieusement les projets gouvernementaux pour en montrer les effets sociaux désastreux.

Après l'université, la loi TEPA (travail, emploi, pouvoir d'achat) libère les « gagnants ». Sur le terrain judiciaire le tout répressif at-

teint des sommets hallucinants et inquiétants. Rachida Dati et Hortefeux assurent le versant autoritaire et pétainiste de cette politique. C'est particulièrement dramatique sur le terrain des mineurs.

Pendant que patrons et syndicats discutent « dans un climat excellent » -dixit Parisot-, c'est sur le terrain de l'État que l'offensive se mène. Là encore, le gouvernement s'appuie sur l'incapacité, malgré tous leurs

discours, des défenseurs des Services Publics et de la Fonction Publique à entendre et à répondre aux attentes des usagers et des français.

Si l'Éducation a été choisie comme un des premiers terrains d'affrontement c'est à la fois parce que chacun sait son poids dans le modèle social et son poids dans le budget de l'État, c'est aussi parce que ses « échecs », dénoncés par nous-mêmes, pèsent lourds. Les lettres de

missions aux ministres, la lettre de Sarkozy aux « éducateurs », son appel aux fonctionnaires sont d'une clarté absolue sur leur projet.

Il faut que sans en rester aux suppressions de postes, au refus de négociations salariale et à la pression du « travailler plus pour gagner autant », les organisations syndicales préparent activement la grève et les manifestations avec les usagers contre la « refondation libérale de l'Éducation ».

Rue Jacques Paris de Bollardière

Vendredi 28 septembre une rue de Saint-Nazaire prenait officiellement le nom de Rue Jacques Paris de Bollardière, du nom de ce général qui dénonça la pratique de la torture en pleine guerre d'Algérie. Il déclarait : « En Algérie, nous avons refusé de voir une réalité monstrueuse qui remettait en cause les fondements même de notre civilisation. (...) Aucune fin ne justifie la torture comme moyen ». Il participe en 1972 à la fondation du mouvement pour une alternative non-violente.

Plusieurs organisations autour du « Collectif Solidarité Algérie » appelaient le soir à une projection débat autour du film de Marie Monique ROBIN, « escadrons de la mort, l'école française », documentaire qui met en évidence l'élaboration, l'application et l'exportation d'une doctrine militaire de guerre contre subversive dont le prototype est la bataille d'Alger, incluant officiellement l'emploi systématique de la torture et de l'assassinat. Cette théorie a été tout à fait officiellement exportée vers l'Amérique Latine et les USA, enseignée par des militaires français dont le tristement célèbre Aussaresses, et



*Simone de Bollardière, Marie Monique Robin, Charles Silvestre
le 28 septembre à Saint-Nazaire*

appliquée notamment en Argentine lors du coup d'État de 1976, lors de la prise du pouvoir par une junte militaire. Les responsabilités françaises ne sont toujours pas reconnues.

La soirée a réuni plus de 120 personnes, autour de :

- Simone de Bollardière, veuve du général de Bollardière ;
- Marie Monique Robin, journaliste, auteur du film « escadrons de la mort, l'école française » (disponible en DVD), et du livre de même titre (La Découverte) ;

• Charles Silvestre, journaliste, un des initiateurs de l'appel des douze paru en 2000, appel qui demande la reconnaissance officielle par la France de ce crime d'État qu'est la torture, appel qui réunissait entre autres Henri Alleg, Josette Audin, Simone de Bollardière, Nicole Dreyfus, Noël Favrelière, Gisèle Halimi, Alban Liechti, Madeleine Rébérioux, Laurent Schwartz, Germaine Tillion, Jean-Pierre Vernant, Pierre Vidal-Naquet.

Benoît BOSSARD

La rentrée des sans-papiers en Loire-Atlantique

L'été a connu cette année, au plan national, son lot d'expulsions et d'arrestations d'étrangers, parfois fortement médiatisées (à Amiens, par exemple) ; pourtant la période a été relativement calme en Loire-Atlantique. Comme pendant l'année scolaire précédente, les familles sans-papiers avec enfants scolarisés ont été relativement préservées des expulsions, qui ont plutôt concerné les célibataires (affectés également par des problèmes cruciaux de logement). Cependant, tous les signaux de la rentrée laissent penser que cette situation est anormale et transitoire. Si la préfecture ne s'est jusqu'à présent pas montrée trop zélée dans le domaine des expulsions, tout porte à croire que la situation va se durcir dans les semaines à venir.

En effet, les promesses de campagne de Sarkozy, réitérées depuis son élection, doivent être concrétisées par son ministre Hortefeux. Sous prétexte de « maîtriser les flux », celui-ci présente devant l'Assemblée Nationale un texte qui restreint encore les possibilités d'immigration et qui laisse peu d'espoir aux migrants passés et futurs. D'autre part, le rappel à l'ordre en septembre, par le même Hortefeux, des préfets ayant réalisé de mauvais scores d'expulsions a concerné le nouveau préfet de Loire-Atlantique ; il est probable que celui-ci tente activement de s'approcher des quotas d'expulsions fixés pour le département. Les pressions se multiplient sur les préfets, les maires, les policiers... pour que les objectifs quantitatifs affichés soient atteints. Certaines professions sont instrumentalisées pour contribuer à cette politique du chiffre : les inspecteurs du travail, sensés « cueillir » les sans-papiers dans les entreprises, les personnels d'Air France qui doivent transporter les expulsés... Leur résistance, ajoutée à celle des militants



Pour contacter le collectif :
<http://lenfantsetrangers.hautetfort.com/>

associatifs, a permis de retarder des expulsions. Mais ils s'exposent alors à des poursuites judiciaires pour « délit de solidarité ».

Ainsi, le pire reste sans doute à venir pour les sans-papiers. Aucun n'est à l'abri de la politique d'immigration de Sarkozy, puisque les récents régularisés ont des autorisations de séjour qui doivent être renouvelées tous les trois mois. Si les règles de renouvellement changent, les familles qu'on croyait tirées d'affaire connaîtront à nouveau la clandestinité.

Il faut donc se remobiliser autour des sans-papiers, pour qui les menaces se précisent. Alors que d'autres secteurs sont anesthésiés par la nouvelle situation politique, les mobilisations à Aubervilliers ou à Lille cet été ont montré qu'il est pos-

sible d'agir et parfois même de gagner ! Dans ce but, le collectif Enfants Etrangers Citoyens Solidaires a repris ses réunions hebdomadaires le mercredi, 18h30 à la Manu à Nantes.

Article réalisé par Mary DAVID à la suite d'un entretien avec Charles Souchan, membre du collectif Enfants Etrangers Citoyens Solidaires

1^{er} degré :

Le conseil syndical du Snuipp44 s'est donné comme mandat d'appeler à la grève le 18 octobre, si possible dans le cadre d'un appel Fonction Publique ou Education Nationale, pour rejoindre les cheminots et les salariés d'EDF/GDF.

Environ 200 personnes se sont réunies samedi 29 octobre lors de la demi-journée d'informations syndicales organisée par le Snuipp44. Une majorité de collègues est prête à organiser des réunions de secteurs pour continuer à informer les collègues des enjeux d'une grève avant les vacances de la Toussaint pour répondre aux attaques du gouvernement.

Pascal AUGER

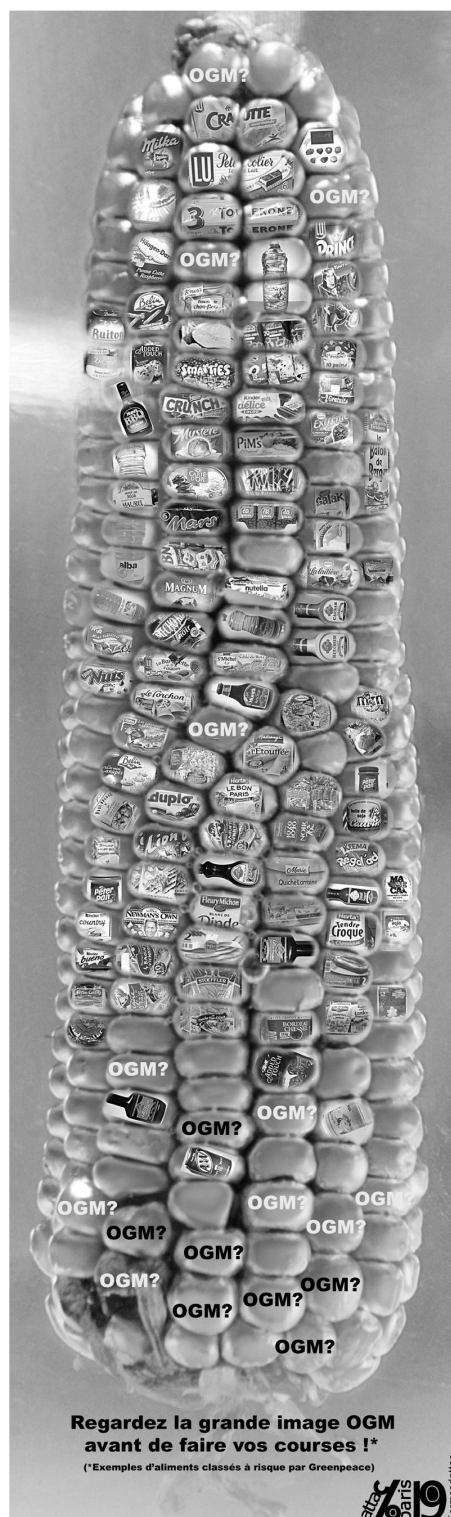
À l'heure du Grenelle de l'environnement, Terrena impose des OGM dans les Pays de Loire

Alors qu'il communique sur ses filières bio ou traçées non-OGM, depuis mai dernier, le groupe coopératif ancien Terrena a mis en culture sur 35 ha des semences de maïs OGM. Cette décision a été prise dans la plus stricte opacité, y compris vis-à-vis des coopérateurs. Cela soi-disant pour « observer leurs capacités à vaincre les toxines, les insectes... ».

Le mardi 5 septembre, à l'appel de diverses organisations, dont la Confédération Paysanne, plus d'une centaine de manifestants pénétrèrent dans la coopérative à Ancenis. La discussion s'engage avec des représentants du conseil d'administration. Malgré l'affichage de satisfaction de certains responsables, il n'en sort rien de bien rassurant : l'expérimentation sera poursuivie, et aucune garantie n'est donnée sur l'avenir de la récolte alors que certains soupçonnent qu'elle sera commercialisée à l'étranger.

Une gêne importante est perceptible : les agriculteurs coopérateurs se trouvent en porte à faux dans ce débat, entre leur point de vue sur les OGM, et la dénonciation de la décision de Terrena, ce qui nuit à l'image de marque de leur coopérative et risquerait d'entraîner une désaffection des « consommateurs ».

In'y a pas de bonne raison d'expérimenter en plein champ sur les OGM. La coexistence entre les cultures OGM et non-OGM, à plus forte raison bio, est impossible. La contamination a été à chaque fois observée. Des apiculteurs angevins font état d'analyses qui confirment la contamination de leurs ruches par du pollen transgénique. « L'interrégionale sans OGM » demande la destruction de ces cultures.



Dans son dernier congrès, la FSU s'est donné comme mandat : « face aux incertitudes scientifiques et aux questions sur les risques sanitaires soulevées par les OGM, dans le domaine agroalimentaire, la FSU se prononce pour l'adoption immédiate d'un moratoire sur toutes les cultures et essais d'OGM, pollinisables, en plein champ pour permettre la réalisation d'études sérieuses et approfondies sur les effets cumulés à long terme. »

Benoît BOSSARD



crédit - Alexandre BRODOVITCH

L'école brûle-t-elle ?

Xavier Darcos poursuit le travail de démolition entrepris par Ferry-Fillon-Robien. La commande d'un livre vert sur la « revalorisation du métier d'enseignant » à un comité incluant des personnalités de gauche ne doit pas faire illusion. L'orientation libérale donnée à la transformation de l'école et des statuts de ses personnels relève de choix déjà tranchés aux niveaux européen et national. La loi Fillon sur l'école de 2005 a déjà engagé le processus de libéralisation que des discours ronflants et une rhétorique prétentieuse (cf. lettre de Sarkozy aux éducateurs) essayent de rendre acceptable alors même qu'il sape les fondements du service public d'éducation.

Une école à moindre coût

La suppression de plus de 11000 postes au budget 2008 est une ponction sans précédent et hypothèque tout espoir de poursuite de la démocratisation de l'école. La multiplication vertigineuse des heures supplémentaires et la réduction de l'offre de formation à l'école, au collège et au lycée par la réduction des horaires élèves sont la conséquence directe de ces coupes.

La déclinaison collège de cette politique s'incarne en partie dans la mise en place du dispositif « d'accompagnement éducatif » dans les collèges ZEP. Ce dernier va alourdir la charge de travail pour les enseignants et rendre plus flous encore les contours des missions de l'École dont la fonction « occupationnelle » prend peu à peu le pas sur les enseignements.

Dans les écoles, la suppression du samedi matin – outre le fait qu'elle sert à amuser la galerie – permet de récupérer des postes et d'accentuer le glissement des mis-

sions de l'école et de ses personnels amenés à assurer des animations le samedi matin et à faire un peu d'aide aux élèves en difficulté.

Dans ces deux cas, l'aide aux élèves en difficulté joue le rôle d'un écran de fumée pour masquer l'ampleur des suppressions de postes qui nuisent à tout le monde, y compris bien sûr aux élèves en difficulté.

La « revalorisation » des enseignants annoncée par Sarkozy est une mystification qui se fera par le recours massif aux heures supplémentaires, le renforcement du mérite et l'annualisation des services.

La volonté affichée d'en finir avec « le carcan des statuts » est à rapprocher du glissement de missions qui s'opère à travers les récentes mesures : en multipliant les dispositifs d'animation, l'école pourra occuper autant voire davantage les élèves avec des personnels moins qualifiés et donc moins coûteux.



Mammoth dégraissé

Une école de plus en plus sélective

La suppression progressive de la carte scolaire aura pour effet certain d'accroître les inégalités entre établissements et renforcera encore la ségrégation sociale. Le tour de passe-passe consiste ici à faire

croire aux parents qu'ils pourront choisir librement l'établissement de leurs enfants, alors que ce sont les chefs d'établissement qui feront leur marché.

À la concurrence entre les établissements accrue par la suppression de la carte scolaire et l'autonomie renforcée, s'ajoute la concurrence entre les personnels dont le niveau de rémunération sera de plus en plus dépendant des performances et du mérite, et la concurrence entre les élèves dont les possibilités d'échapper aux filières et aux établissements de relégation seront fonction du mérite.

L'annonce de la fin du collège unique par X. Darcos confirme le renoncement de la droite aux exigences d'égalité du service public d'Education Nationale ainsi qu'à l'élévation générale du niveau de qualification.

Un mouvement social pour l'école

Contre cette entreprise de démolition, toutes les initiatives sont bonnes à prendre. Il en va ainsi de la déclaration d'un ensemble d'organisations lors du Conseil Supérieur de l'Éducation du 20 septembre 2007 en faveur « du collège pour tous et de la démocratisation du second degré, à travers l'absence de sélection, l'hétérogénéité des classes et l'acquisition par tous d'un ensemble commun de connaissances et de compétences. »

Mais il y a urgence aussi à convaincre les personnels qu'accepter les heures supplémentaires est un piège qui nuit à l'emploi public et compromet toute revalorisation salariale ultérieure. Il est urgent de construire une mobilisation pour le réemploi et la titularisation de tous les personnels précaires en poste ou au chômage et pour la

restitution des postes supprimés.

C'est pourquoi l'École Émancipée, au sein de la FSU, milite pour l'organisation d'une journée de grève unitaire dans les plus brefs délais. Cette dernière doit être le prélude à la construction d'un grand mouvement social unitaire impliquant les parents d'élèves, et les mouvements pédagogiques en faveur d'une école plus égalitaire, qui dispense un enseignement

commun à tous les élèves, quel que soit leur milieu ou leur quartier.

L'École Émancipée continuera dans le même esprit à soutenir toutes les mobilisations contre les expulsions des sans-papiers et prendra part à toutes les actions du RESF et du collectif « Uni-e-s contre une Immigration Jetable ».

Sylvain MARANGE

¹ CFDT, FCPE, FEP-CFDT, FSU, JPA, Ligue de l'enseignement, SE-UNSA, SGEN-CFDT, SI-EN-UNSA, SNEP-FSU, SNES-FSU, SNPDEN-Unsa, SNUIPP-FSU, UNEF, UNL, UNSA-Education, UNSEN-CGT.

La solidarité ne doit pas devenir un délit !

Arrêt des poursuites contre les militants de RESF et Florimond Guimard

Le 20 avril 2007, Florimond Guimard, professeur des écoles à Marseille, militant syndical et associatif, était convoqué devant le Tribunal Correctionnel d'Aix en Provence, poursuivi pour « violence en réunion avec arme par destination ». Ce jour-là, en écho aux déjà 15 000 signataires de cette pétition de soutien, 2000 personnes manifestaient dans les rues d'Aix pour dénoncer une forme de criminalisation de l'action militante. Le procès a finalement été reporté au 22 octobre 2007 à la demande des parties civiles (policiers).

Les faits : le 11 novembre 2006, au cours d'une manifestation à l'aéroport de Marignane rassemblant près de 200 personnes contre l'expulsion d'un père de famille de deux enfants scolarisés à Marseille, Florimond Guimard n'a fait que suivre à distance avec sa voiture le véhicule de police qui emmenait un père de famille à expulser. Aucun blessé n'a été déploré ce jour, si ce n'est un jour d'ITT concernant un policier dont le pouce aurait heurté une barrière et quelques éraflures côté manifestants. Le parent d'élève a été libéré le soir même.

Voilà ce que sont les « violences en réunion et avec arme » (la voiture !) dans ce dossier, faits passibles de 3 ans d'emprisonnement et 45 000 € d'amende.

Florimond Guimard n'est pas un délinquant adepte des violences. C'est un militant syndical, particulièrement investi dans le RESF13, et un pédagogue dont le travail est reconnu.

Nous demandons l'arrêt immédiat des poursuites contre ce militant des droits de l'homme et contre toutes les personnes poursuivies en raison de leur soutien aux personnes sans papiers.

Pétition à renvoyer avant le 18 octobre à FSU 44, 8 place de la gare de l'État, CP8, 44276 Nantes cedex 2

Nom	Prénom	Profession/Fonction	Signature

Agenda :

mardi 02 octobre 2007 à 18 heures :

- Rassemblement contre la nouvelle loi sur l'immigration devant la préfecture de Nantes.

jeudi 18 octobre 2007 :

- Journée de grève : plusieurs secteurs y appellent déjà. Agissons pour que cela devienne un premier rendez-vous interprofessionnel.

samedi 20 octobre 2007 :

- Journée nationale de solidarité avec les étrangers. Des initiatives seront prises à Nantes. Tenez-vous informés.

lundi 22 octobre 2007 :

- Procès de Florimond Guimard (grève et manifestation de solidarité avec notre camarade dans les Bouches du Rhône), jour où doit être lue dans les établissements scolaires la lettre de Guy Môquet...



Abonnez-vous, nous avons besoin de votre soutien financier pour faire vivre ce bulletin

Rejoindre l'École Émancipée 44 :

abonnement au bulletin de l'Éé 44 : 10 euros
adhésion au groupe départemental de l'Éé : 5 euros
abonnement à la revue nationale de l'Éé : 30 euros

Contacter l'École Émancipée 44 :

Par courrier : Éé 44 c/o FSU
8 place de la gare de l'État, CP n°8
44276 NANTES Cedex 2
Par courriel : ee44@wanadoo.fr
Par téléphone : 06 78 69 80 13

L'École Émancipée en quelques mots

L'École Émancipée est un regroupement de militantes et de militants syndicaux et pédagogiques, autour de la revue l'École Émancipée, bimestriel syndical et pédagogique paraissant depuis 1910. Elle est constituée en tendance au sein de la Fédération Syndicale Unitaire, où sont syndiquéEs la plupart de ses militantEs, et représente la **principale opposition interne**.

L'École Émancipée veut **changer l'école pour la rendre coopérative, égalitaire et solidaire** : tous les enfants et tous les adolescents doivent bénéficier de la même éducation dans la même école. C'est pourquoi ses militantEs s'opposent à toute forme de séparation des parcours scolaires car elle est souvent synonyme d'inégalité entre les voies et de soumission de l'école aux lois du marché.

L'e même souci d'égalité préside au combat de l'École Émancipée **contre l'exclusion et contre la précarité**. Dans l'Éducation, elle se bat pour la titularisation immédiate et sans condition de tous les précaires. L'École Émancipée est aussi opposée à la hiérarchie des statuts et au corporatisme car ils recèlent l'autoritarisme et divisent les personnels.

L'es militantEs de l'École Émancipée pensent que **changer l'école impose de changer le monde** dans lequel elle s'inscrit. **L'École Émancipée est anticapitaliste, féministe et antimilitariste**.

L'École Émancipée est opposée à toute influence marchande ou religieuse sur l'école et sur les élèves. Elle est **pour une laïcité entière** qui épargne aussi à l'école les principes qui régissent le secteur privé comme la concurrence entre établissements. A ce titre, l'École Émancipée défend la **nationalisation de l'école privée** sans indemnité ni rachat.

D'ans les luttes, l'École Émancipée défend un **fonctionnement démocratique qui repose sur des assemblées générales souveraines**. Elle contribue à la construction de la grève générale interprofessionnelle et reconductible, seule capable de mettre un coup d'arrêt aux attaques du patronat et du gouvernement contre les salariéEs, les retraitéEs, les chômeuses, les chômeurs, et les jeunes.